

Géorgie, un autre front de la Russie

Novembre 2023

Régis GENTÉ

Étude réalisée par le Centre Russie/Eurasie de l'Ifri, dans le cadre de l'« Observatoire Russie, Europe orientale, Caucase du Sud et Asie centrale », avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées.

Auteur

Régis Genté est depuis 2002 journaliste et spécialiste de l'ancien espace soviétique, basé à Tbilissi (Géorgie). En tant que journaliste, il couvre depuis plus de vingt ans l'actualité de l'ex-URSS pour *Radio France Internationale (RFI)*, *France 24*, *Le Figaro*, *le Bulletin de l'Industrie Pétrolière (BIP)*, etc. Il est l'auteur de quatre livres, dont *Volodymyr Zelensky - Dans la tête d'un héros* (2022) et *Poutine et le Caucase* (2014). En tant qu'expert/consultant, il réalise des analyses politiques et géopolitiques pour des *think tanks* et des cabinets d'intelligence économique sur des problématiques comme les élites dirigeantes, le secteur des hydrocarbures, les conflits qui affectent la région ou les questions de politique intérieure en Russie, en Ukraine, en Moldavie, en Asie centrale et au Caucase du Sud.

Résumé

La fin de l'année 2023 devrait marquer un tournant dans l'histoire de la Géorgie. En décembre, le Conseil européen doit décider de lui octroyer ou non le statut de « pays candidat » à l'UE. Pour la majorité des 3,7 millions de Géorgiens, cette décision est extrêmement importante, car 81 % d'entre eux disent souhaiter que leur pays adhère à l'UE. Or, malgré cette volonté populaire très enracinée, le parti au pouvoir Rêve géorgien et le gouvernement, sous le contrôle informel de l'oligarque Bidzina Ivanichvili, mènent depuis leur avènement au pouvoir une politique étrangère qui sape les relations avec les partenaires occidentaux et ramène cette ex-république soviétique dans la sphère d'influence russe. Après 20 ans de politique pro-européenne, ces divergences entre l'équipe dirigeante géorgienne et la population ont provoqué une succession de crises politiques dans le pays au cours des dernières années. Moscou accompagne ce virage radical dans l'orientation stratégique de Tbilissi, à moins qu'il n'en soit l'initiateur. De nombreux indices montrent en effet que la Géorgie, qui a été en 2008 le théâtre d'une guerre avec la Russie, reste pour celle-ci un autre terrain de sa confrontation avec l'Occident. L'évolution de la politique géorgienne fait craindre de fortes tensions politiques et géopolitiques.

Sommaire

INTRODUCTION	5
UN « SECOND FRONT » APRÈS L'UKRAINE ?	7
UN « MOMENT YANOUKOVITCH » GÉORGIEN ?	10
POURQUOI LA GÉORGIE IMPORTE-T-ELLE TANT À LA RUSSIE ?	15
BIDZINA IVANICHVILI : L'HOMME QUI JOUE SELON LES RÈGLES DU KREMLIN	17
DIVISER L'OPINION MASSIVEMENT PRO-EUROPÉENNE.....	21
CONCLUSION : SCÉNARIOS POUR UN « SECOND FRONT » RUSSE.....	25

Introduction

La fin de l'année 2023 comporte des enjeux majeurs pour l'avenir de la Géorgie. En décembre, le Conseil européen doit décider de lui octroyer ou non le statut de « pays candidat » à l'Union européenne (UE). Cette décision est très attendue des 3,7 millions de Géorgiens, dont plus des trois quarts souhaitent avec constance depuis au moins une vingtaine d'années que leur pays devienne membre de l'Union européenne¹, mais aussi de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN). Cette orientation découle d'un sentiment ancien d'appartenance à la « famille » européenne et au monde occidental, sur la base desquels s'est construite la nation géorgienne au cours des derniers siècles. Elle s'enracine aussi dans un ressentiment à l'égard d'une Russie qui a soutenu et rendu possible, au début des années 1990, le sécessionnisme de deux régions géorgiennes, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, qui représentent 20 % du territoire national.

Les aspirations profondes des Géorgiens ont conduit Tbilissi à mener, dès les années 1990, une politique étrangère visant à se rapprocher de l'UE et de l'OTAN, qui s'est traduite par nombre de réformes de la gouvernance intérieure, encouragées par les Occidentaux (élections, médias, indépendance de la Justice). Cela a aussi conduit à rendre l'armée géorgienne conforme aux standards de l'OTAN, et à envoyer des troupes dans les coalitions formées autour des Américains en Afghanistan et en Irak, ou dans le cadre d'une mission de conseil technique militaire européenne en République Centrafricaine. Ces aspirations à faire partie de la « famille européenne » ont abouti à l'inscription dans la Constitution (article 78) du devoir pour les institutions du pays de « prendre toutes les mesures (...) pour assurer la pleine intégration de la Géorgie dans l'Union européenne et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ».

Cependant, de façon très nette au cours des deux dernières années, la politique du gouvernement actuel est au contraire marquée par un éloignement avec l'Occident et par un rapprochement avec Moscou, ce qui a provoqué une succession de crises politiques

1. « Taking Georgians' pulse Findings from December 2022 face to face survey », réponse à la question : « Do you approve or disapprove of Georgian government's stated goal to join the EU? », carried out for NDI by CRRC Georgia, p. 69, février 2023, disponible sur : <https://cdnq.us1.myspdn.com>.

intérieures. La politique étrangère actuelle du gouvernement géorgien représente un tournant radical dans l'histoire récente du pays.

Comment expliquer cette rupture, qui va à l'encontre de la demande de la société ? Pourquoi le parti au pouvoir prend-il des décisions et commet-il des actes qui contredisent ostensiblement les valeurs démocratiques et libérales et diminuent les chances du pays de devenir candidat à l'UE ? Sous la houlette de l'oligarque Bidzina Ivanichvili, un homme d'affaire ayant fait fortune dans la Russie des années 1990 et qui s'est lancé en politique en Géorgie à la fin de l'année 2011 contre l'ancien président Mikheïl Saakachvili, le gouvernement actuel prend des positions ambiguës à l'égard de la Russie : soit en invoquant une nécessaire prudence face au grand voisin du Nord, soit en suggérant, par des critiques répétées à l'encontre de l'Occident, une forme de communauté de valeurs avec la Russie.

Dès 2012, les détracteurs d'Ivanichvili, qui n'occupe plus de fonction publique depuis 2021, voient d'abord en lui un homme « tenu » par le Kremlin, comme la quasi-totalité des oligarques russes ou dont la fortune est liée à la Russie. La politique qu'il dicterait au parti au pouvoir, le Rêve géorgien, ainsi qu'au gouvernement, lui valent d'ailleurs régulièrement les éloges des médias et officiels russes. Quinze ans après l'invasion russe de la Géorgie, sous des prétextes similaires à celle de l'Ukraine depuis 2014, doit-on y voir une revanche progressive de Moscou sur cet ancien « phare » de la démocratie dans l'espace ex-soviétique ? S'agit-il d'un autre front de la guerre que Moscou livre à ses anciennes colonies et à l'Occident ?

Un « second front » après l'Ukraine ?

Depuis le printemps 2022, le Rêve géorgien, créé à la fin de l'année 2011 par M. Ivanichvili, affirme continuellement que les pays occidentaux veulent ouvrir un « second front » militaire en Géorgie, après celui de l'Ukraine². Aucun indice ne permet pourtant d'affirmer que les Américains et les Européens, déjà à la limite de leurs capacités pour soutenir Kyiv, chercheraient à ouvrir un autre front en Géorgie, pays trop faible militairement pour résister à la Russie. À l'automne suivant, Moscou a repris ce récit, entre autres par la voix du directeur du SVR (Service des renseignements extérieurs), Sergueï Narychkine³. L'appropriation de ce discours par la Russie est perçue par certains Géorgiens comme une menace : « Quand les Russes vous prêtent une mauvaise intention, c'est souvent parce qu'eux-mêmes veulent la mettre en œuvre. C'est leur façon de brouiller les pistes en amont », note un vétéran de la diplomatie géorgienne⁴.

Du côté géorgien, ce récit vient couronner deux ans de sabotage systématique des relations avec les partenaires occidentaux. Ainsi par exemple, entre le 24 février 2022 et le 30 juillet suivant, parmi les déclarations critiques faites par le président du Rêve géorgien Irakli Kobakhidzé, cinquante-sept visaient les partenaires occidentaux, vingt-six – les autorités ukrainiennes, quinze – les sanctions antiruses et seulement neuf dénonçaient la Russie⁵.

Le récit du « second front » a été lancé dans l'espace public peu après que Tbilissi a officiellement demandé son adhésion à l'UE le 3 mars 2022, dans la foulée de Kiev et de Chisinau. L'invasion à

2. Voir par ex. : Civil.ge, « PM Garibashvili Links Tbilisi Protests to "Destructive, Anarchist" Forces », 13 mars 2023, disponible sur : <https://civil.ge>.

3. « West Tries to Persuade Tbilisi to Open "Second Front" against Russia — Intelligence Chief », *Tass*, 4 avril 2023, disponible sur : <https://tass.com>. Ce récit a été aussi repris aux Géorgiens par des responsables des régimes des provinces séparatistes prorusses d'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Cf. Par exemple : « Sekretar' Sovbeza Abhazii sčitaet, čto Zapad podtalkivaet Gruziŭ otkryt' "vtoroj front" » [Le secrétaire du Conseil de sécurité d'Abkhazie estime que l'Occident pousse la Géorgie à ouvrir un « deuxième front »], *Tass*, 9 novembre 2022, disponible sur : <https://tass.ru>.

4. Entretien avec un diplomate géorgien, septembre 2022, Tbilissi.

5. S. Kincha, « Irakli Kobakhidze: The face of Georgia's turn from the West », OC-Media, 1er août 2022, disponible sur : <https://oc-media.org>.

grande échelle de l'Ukraine a poussé les dirigeants européens à encourager cette dernière ainsi que la Géorgie et la Moldavie à déposer leur demande d'adhésion en mode accéléré. Le gouvernement « Ivanichvili » a correctement rempli les formulaires de Bruxelles, dans un contexte où 81 % de Géorgiens disent vouloir que leur pays intègre l'Europe (presque autant soutiennent le rapprochement avec l'OTAN⁶). Ne pas remplir ces formulaires ou mal le faire aurait suscité une forte colère populaire en Géorgie. Cela explique cette sorte de « schizophrénie » du gouvernement géorgien, contraint de se montrer pro-européen pour ne pas se mettre l'opinion publique à dos tout en travaillant à ne pas obtenir le statut de pays candidat à l'UE.

En parallèle, le Rêve géorgien a donc encore intensifié le nombre de déclarations et gestes hostiles à l'égard de l'Occident, tout en envoyant de nombreux signes en faveur d'un retour dans le giron russe. Ainsi par exemple, le directeur de la principale chaîne de télévision d'opposition Nika Gvaramia a été condamné à 3 ans et demi de prison le 16 mai 2022, dans un verdict considéré par les ONG de défense des droits de l'homme comme « vraisemblablement politiquement motivé »⁷. Ce jugement a été prononcé la veille même de la visite à Bruxelles du Premier ministre, Irakli Garibachvili, où il devait discuter de l'octroi du statut de « pays candidat à l'UE » pour son pays. La date du verdict, dans un contexte où la Justice géorgienne est fortement critiquée pour son manque d'indépendance⁸, est considérée par nombre d'observateurs comme un symbole délibérément choisi par le gouvernement géorgien pour saboter sa propre demande d'octroi du statut de « pays candidat » à l'UE⁹.

Le 23 juin 2022, sans grande surprise, le Conseil européen n'a donc pas octroyé à la Géorgie le statut de pays « candidat » à l'UE,

6. 73% par exemple selon le même sondage (p. 67). Depuis dix ans, à la question « Do you approve or disapprove of Georgian government's stated goal to join the NATO? », le « oui » l'emporte entre 61 % (novembre 2016) et 81 % (novembre 2023).

7. RSF, « Géorgie : RSF demande le réexamen du verdict condamnant le directeur d'une chaîne de télévision d'opposition à une peine de prison », 23 avril 2022, disponible sur : <https://rsf.org>.

8. Notamment par nombre d'ONG et d'organisations internationales, comme Amnesty International ou encore le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme. Voir : « La situation des droits humains dans le monde », *Amnesty International*, Rapport 2022/2023, disponible sur : www.amnesty.org; « Third Report on the Nomination and Appointment of Supreme Court Judges in Georgia », *Organization for Security and Co-operation in Europe*, 9 juillet 2021, disponible sur : www.osce.org.

9. Le 22 juin dernier, la présidente Salomé Zourabichvili a exercé son droit de grâce au sujet de N. Gvaramia, ce qui a entraîné sa libération immédiate.

contrairement à l'Ukraine et à la Moldavie¹⁰. Bruxelles a conditionné l'obtention de ce statut à la mise en œuvre, d'ici la fin de l'année 2023, de douze « recommandations » (indépendance de la Justice, dépoliarisation de la politique intérieure, « désoligarchisation », liberté des médias, etc.). Or, selon le « rapport oral » de la Commission européenne du 21 juin 2023, le Rêve géorgien n'a mis en œuvre que trois de ces recommandations (égalité des sexes, prise en compte par les tribunaux géorgiens des arrêts de la Cour européenne de justice et désignation d'un nouveau défenseur public)¹¹.

La décision que les Européens devront prendre à la fin de l'année 2023 est porteuse de grands dangers. Le rapprochement formel avec l'UE ou l'OTAN, tout comme sa remise en cause, sont de nature à déclencher des événements déstabilisants, à l'instar de l'Ukraine en 2013-2014, lorsque le président ukrainien Viktor Yanoukovitch avait refusé de poursuivre les négociations sur un accord d'association avec l'UE. Le conflit russo-géorgien de 2008 a montré que la Géorgie avait une réelle importance stratégique pour la Russie. On peut d'ailleurs considérer ce conflit et la guerre en Ukraine (en 2014) comme partie d'un ensemble, tant sont similaires les motivations affichées par Moscou et la manière de déclencher les hostilités.

10. L'ironie de la situation veut que de larges pans de la société géorgienne se sont davantage inquiétés du non-octroi du « statut » de pays candidat, alors que du point de vue de Bruxelles c'est d'abord la « perspective » de devenir membre de l'UE qui est importante.

11. A. Brzozowski « Commission briefs on Ukraine, Moldova and Georgia's reform progress towards EU membership », *Euractiv*, 21 juin 2023, disponible sur : www.euractiv.com.

Un « Moment Yanoukovitch » géorgien ?

Le début du mois de mars 2023 a été particulièrement tendu en Géorgie. Le parti au pouvoir, par l'intermédiaire d'un parti satellite tout juste créé¹², a en effet initié un projet de loi sur la « transparence de l'influence étrangère ». Ce projet visait en particulier les ONG et médias soutenus par l'Occident, qui auraient été contraints de se déclarer « agent de l'étranger » dès lors que plus de 20 % de leurs revenus viendraient d'un autre pays.

Divers segments de la société, notamment la jeunesse politiquement active¹³, se sont alarmés de la possible adoption de ce texte, dont le contenu et le vocabulaire étaient ostensiblement inspirés du texte voté par la Douma d'État russe en 2012, dans une période de durcissement autoritaire du régime. Pour nombre de citoyens géorgiens, le texte menaçait les libertés et constituait ainsi un outil de rupture radicale avec les partenaires occidentaux de la Géorgie, probablement afin que le Conseil européen refuse d'octroyer à celle-ci le statut de « pays candidat à l'UE » à la fin de l'année 2023. En 48 heures, entre les 7 et 9 mars, les manifestants ont forcé le gouvernement à retirer son projet de loi, qu'ils qualifiaient de « loi russe ».

On ne peut exclure, à défaut de le prouver, que Moscou ait impulsé cette initiative législative, dans un contexte de pression régionale exercée par la Russie sur ses voisins.

12. Il s'agit du « Parti du peuple », créé en août 2022. Les experts locaux, comme le très prudent centre de recherche Georgian Institute of Politics (GIP), considèrent ce mouvement comme un parti « satellite » du parti au pouvoir (le « Rêve géorgien »). Voir : K. Kakachia, N. Samkharadze, « People's Power or Populist Pawns? Examining Georgia's New Anti-Western Political Movement », *GIP Policy Memo*, n° 63, décembre 2022, disponible sur : <https://gip.ge> ; R. Machaidze, « "People's Power" : anti-Western movement in the service of the ruling party of Georgia », *Jam-News*, 2 mars 2023, disponible sur : <https://jam-news.net>.

13. Une jeunesse qui se dit politisée mais pas partisane, refusant souvent de voter tant pour le « Rêve géorgien » que pour l'opposition. Voir : « NDI : Public attitudes in Georgia, March 2023 », mai 2023, réponses à la question « si des élections parlementaires avaient lieu demain, pour quel parti voteriez-vous ? », la tranche d'âge 18-34 ans répond 11 % pour le « Rêve Géorgien », 9 % pour d'autres partis, 44 % pour aucun et 30 % « ne sais pas », disponible sur : <https://caucasusbarometer.org>.

Dans ce contexte, certains experts ont parlé d'un « moment Yanoukovitch » pour la Géorgie¹⁴. La conséquence évidente de l'adoption d'une telle loi sur les « agents étrangers » – une rupture avec l'Occident – rappelle fortement la fin de l'année 2013, lorsque Viktor Yanoukovitch avait décidé de rompre les négociations entre l'Ukraine et l'UE au sujet d'un « accord d'association », dans le cadre du « Partenariat oriental ». Cette volte-face de Viktor Yanoukovitch était la conséquence d'une « sommation » du Kremlin assortie d'une promesse d'un prêt de 15 milliards de dollars à l'Ukraine¹⁵.

« L'introduction de la loi sur les agents étrangers, écrite selon les manuels russes [du FSB], amène les plus ardents partisans de la Géorgie à se demander si tout cela n'est pas délibérément fait pour obtenir le rejet du statut de candidat à l'UE par les pays membres de l'Europe », note l'ancien diplomate Sergi Kapanadzé¹⁶. Lors d'un entretien particulier, ce dernier souligne que cette « loi contredit une des plus importantes des douze priorités de l'UE, à savoir la dixième, qui demande au gouvernement géorgien d'impliquer davantage la société civile dans les prises de décision politique. Or, comment cette société civile, qui ne peut exister que grâce à des subventions de l'Occident, pourrait-elle être davantage impliquée si on lui fait porter le nom infamant d'"agent de l'étranger" ? Alors même qu'aucun impératif de politique intérieure n'obligeait soudain à adopter une telle législation ? »¹⁷.

La Russie est coutumière de ces pressions sur les pays de ce qu'elle considère comme son « étranger proche ». Avant Yanoukovitch, en septembre 2013, le président arménien d'alors, Serge Sarkissian, avait été convoqué au Kremlin avant de renoncer en quelques jours à un « Accord de libre-échange approfondi et complet » (DCFTA selon l'acronyme anglais) avec l'UE, éventuellement assorti à terme d'un accord d'association. Au cours de l'année 2013, « la pression russe sur l'Arménie s'est traduite par une

14. L'expression est notamment employée par l'ancien diplomate Sergi Kapanadzé in « The Introduction of a "Foreign Agent" Law in Georgia Quick Comment – insights from SCEEUS's experts on breaking news and hot topics », *The Stockholm Centre for Eastern European Studies (SCEEUS)*, 7 mars 2023, disponible sur : <https://sceeus.se/en/publications/the-introduction-of-a-foreign-agent-law-in-georgia>.

15. Les menaces du Kremlin semblent avoir été exprimées notamment lors d'une rencontre secrète entre Vladimir Poutine et Viktor Yanoukovitch, le 9 novembre 2013. Le président russe aurait averti son homologue ukrainien qu'il « ne permettrait jamais à l'Union européenne ou à l'OTAN de partager une frontière avec la Russie » et l'aurait menacé, en cas d'accord avec l'UE, d'« occuper la Crimée et une bonne partie du sud-est de l'Ukraine » (S. Plokhyy, « La guerre russo-ukrainienne. Le retour de l'histoire », *Gallimard*, 2023, 394 pages, p. 119).

16. *Ibid.*

17. Entretien avec l'auteur, 8 mars 2023, Tbilissi.

hausse des prix du gaz et une livraison d'armes lourdes d'une valeur de près d'un milliard de dollars vers l'Azerbaïdjan [pays ennemi]. (...) Quelques jours avant la visite de Sarkissian à Moscou, le premier secrétaire de l'ambassade de Russie en Arménie, Alexandre Vassiliev, a exigé que les accords conclus lors des négociations entre l'UE et l'Arménie soient divulgués et a menacé Erevan d'un "automne chaud" », rapporte le politiste Armen Grigorian¹⁸. Dans la foulée, l'Arménie annonçait son adhésion à l'Union économique eurasiatique, projet initié et dominé par la Russie.

De nombreux Géorgiens sont désorientés par la communication du gouvernement, qui mène une politique prorusse sans l'admettre, en justifiant son approche par la nécessité de faire preuve de prudence vis-à-vis d'une Russie extrêmement agressive. Ce dernier argument est en soi tout à fait recevable¹⁹ et avait servi de base à la politique étrangère du programme de Bidzina Ivanichvili lorsqu'il s'est lancé à la conquête du pouvoir en Géorgie à la fin de l'année 2011²⁰. Aujourd'hui, cette approche permet entre autres d'expliquer le refus de s'associer aux sanctions internationales décrétées contre la Russie.

Quelques rares sources à Tbilissi étayaient cet argument par la vision supposée de Bidzina Ivanichvili quant à l'issue de la guerre en Ukraine : personne ne la gagnera, estimerait-il en substance ; Occidentaux et Russes devront négocier, et un partage de la région à l'est de l'Europe se produira, au terme duquel la Géorgie se retrouvera dans l'aire d'influence russe. Selon l'oligarque géorgien, il faudrait anticiper ce moment, et donc d'ores et déjà préparer les bases d'une bonne entente avec Moscou²¹. Cette communication sur la « prudence » est d'autant plus difficile à déchiffrer que les autorités géorgiennes brouillent la perception de la situation en se posant parfois officiellement contre la guerre, en votant par exemple les résolutions des Nations unies condamnant l'agression russe²².

18. A. Grigorian, « Armenia Chooses Customs Union over EU Association Agreement », *CACI Analyst*, 18 septembre 2013, disponible sur : www.cacianalyst.org.

19. Voir par exemple « "Grave Situation" – Georgian FM Defends "Cautious" Stance on Ukraine », *Civil.ge*, 1er mars 2022, disponible sur : <https://civil.ge>.

20. « We will be realistic about Georgia's possibilities. We will abandon sabre-rattling and recognise that Georgia is a small regional power in a very dangerous neighborhood » (opinion B. Ivanichvili, « How I'd Build Peace in the Caucasus », *Wall Street Journal*, 2 août 2012, disponible sur : www.wsj.com.

21. Ces sources ne sont pas assez solides pour que cette analyse puisse être prêtée de façon certaine à M. Ivanichvili. Mais ladite analyse a le mérite de formuler une rationalité à prendre en compte pour expliquer le choix du gouvernement « Ivanichvili » de se tourner vers la Russie.

22. « Georgia supports UN resolution calling on Russia to withdraw troops from Ukraine », *Agenda.ge*, 24 février 2023, disponible sur : <https://agenda.ge>.

Toutefois, bien plus souvent, les raisons du rapprochement avec la Russie semblent liées au conservatisme affiché par le pouvoir, qui dit implicitement que les valeurs promues par l'UE sont incompatibles avec celles de la Géorgie. Cela semble en réalité une instrumentalisation de la question des valeurs prétendument traditionnelles afin, essentiellement, d'opérer le virage prorusse de la politique étrangère de Tbilissi. Il ne s'agit pas d'une justification négative (éviter la guerre) mais positive (adhérer aux mêmes valeurs que celles promues par la Russie). Ce discours sur les valeurs conservatrices est accompagné d'un autre, centré sur l'intérêt du pays à augmenter les échanges économiques avec la Russie.

En 2022, les échanges commerciaux entre les deux pays ont bondi de 52 %, du fait d'une augmentation de 79,4 % des importations géorgiennes depuis la Russie. « À la suite des sanctions internationales, la Russie a été forcée de vendre du pétrole et des produits pétroliers avec un rabais important, ce qui a permis aux importateurs géorgiens de réaliser des bénéfices plus élevés. La part de la Russie dans les importations de produits pétroliers était de 16 % en 2021 et elle est passée à 47 % en 2022 et à 66 % en janvier-mai 2023 », selon le *think tank* géorgien GRASS²³. Le rôle éventuel de la Géorgie dans le contournement des sanctions n'est pas avéré, même si les autorités russes se plaisent à le laisser croire²⁴.

En somme, la « prudence » sert de prétexte à un rapprochement russo-géorgien principalement mu par les impératifs géopolitiques du Kremlin et la volonté d'Ivanichvili. Un examen de la politique du Rêve géorgien depuis son arrivée au pouvoir en 2012 tend à montrer qu'une orientation prorusse a été prise dès le début, bien que très progressivement, *via* un soutien discret à des forces politiques prorusses, le retour de la propagande de Moscou dans l'espace médiatique géorgien, ou encore l'entrée dans l'économie nationale d'entreprises stratégiques comme Rosneft.

Après avoir échoué à imposer la loi sur les « agents de l'étranger », le gouvernement géorgien a aussitôt donné à Moscou des signes d'alignement politique dans le discours et dans les actes : condamnation des manifestants dépeints comme une jeunesse

23. Projet FactCheck, « Georgia's trade turnover with Russia in 2022 increased by 52 % to USD 2.5 billion », GRASS, 27 juin 2023, disponible sur : <https://factcheck.ge>.

24. Il n'y a d'ailleurs eu en 2022 que 42 millions de dollars de plus qu'en 2021 d'exportations de la Géorgie vers la Russie. Voir : « Russia Touts Georgia's Role in Overcoming Sanctions », *Civil.ge*, 22 juin 2023, disponible sur : <https://civil.ge>.

« sataniste »²⁵, tentative d'introduire une loi contre « la propagande LGBT », déclaration quant à la responsabilité de l'OTAN dans le déclenchement de la guerre en Ukraine, poursuite des polémiques incessantes avec le pouvoir ukrainien...

25. Reprenant ainsi le vocabulaire utilisé par V. Poutine ou D. Medvedev. Voir « PM Garibashvili Links Tbilisi Protests to "Destructive, Anarchist" Forces », *Civil.ge*, 13 mars 2023, disponible sur : <https://civil.ge>.

Pourquoi la Géorgie importe-t-elle tant à la Russie ?

Pourquoi la Russie chercherait-elle à faire revenir la Géorgie dans son orbite au moment même où elle est accaparée par sa guerre en Ukraine ? Des raisons de fond et d'autres plus circonstancielles peuvent expliquer la haute importance que revêt la Géorgie pour le Kremlin. Parmi les raisons de fond, figurent le désir de conserver le contrôle de son ancien empire, des craintes sécuritaires face à l'avancée de l'UE et de l'OTAN aux frontières de la Russie, un souci de préserver son statut de grande puissance ou encore le besoin de protéger son régime en prévenant une contagion démocratique dans son voisinage.

Quant aux raisons contextuelles, la Russie a aujourd'hui intérêt à un « second front » en Géorgie, pas nécessairement militaire. Ce « second front », qu'il ait été initié par le Kremlin ou par le Rêve géorgien de Bidzina Ivanichvili, semble se déployer sous nos yeux de façon accélérée en Géorgie depuis au moins l'été 2022 et consiste dans le retour du pays dans le giron russe et dans le sabotage de ses relations avec l'Occident. Cela pourrait aboutir à un changement assumé d'orientation stratégique du pays, c'est-à-dire à l'abandon de la politique de rapprochement avec l'UE et l'OTAN, et à un changement de modèle de gouvernance politique intérieure.

Ce « second front » prend la forme d'un pourrissement volontaire des relations avec les partenaires occidentaux. Il commence avec les critiques des fondements de la politique étrangère et de la doctrine de sécurité géorgiens posés à la fin des années 1990. L'autre expression comprend des décisions et des déclarations s'opposant frontalement aux valeurs européennes : atteintes à la liberté de la presse, attaques physiques en toute impunité contre des opposants politiques, stigmatisation des personnes LGBT+ à travers des projets de loi ou des journées de violences perpétrées par des groupes proches du pouvoir, etc.²⁶. Enfin, des gestes sont conçus pour plaire à Moscou : non-participation aux sanctions décrétées contre la

26. Comme la loi sur les « agents de l'étranger », qui en est l'exemple paroxystique.

Russie, reprise concertée des vols directs entre la Russie et la Géorgie assortie d'une proposition de se servir de la Géorgie comme d'un hub pour les citoyens russes désireux d'aller en Europe²⁷, établissement de liens entre des agents du FSB et des proches de Bidzina Ivanichvili²⁸, etc.

Dans le cas où Tbilissi renoncerait à ses efforts de rapprochement avec l'Occident en 2023 ou en 2024, Moscou remporterait une victoire politique en Géorgie et un succès dans son combat contre l'Occident, qui compenserait en partie les revers militaires subis en Ukraine, du moins en termes d'image. À l'extérieur, cela montrerait aux ex-républiques soviétiques à quel point il est imprudent de tenter d'échapper à l'influence russe. Cela aiderait donc Moscou à préserver une influence privilégiée, sinon exclusive, dans son « étranger proche ». Le symbole serait fort, alors que les opinions publiques des ex-républiques soviétiques sont travaillées par un certain ressentiment à l'encontre d'une Russie jugée méprisante à l'égard de leur indépendance. Les dirigeants arméniens, kazakhs ou azerbaïdjanais se montrent certes très prudents avec le Kremlin, mais donnent des signes de réprobation au sujet de la guerre en Ukraine. Ils profitent de l'affaiblissement actuel de la Russie pour défendre leurs intérêts au détriment de ceux de Moscou, comme le montre par exemple l'attitude de l'Azerbaïdjan dans la résolution de la question du Haut-Karabagh.

27. « Tbilisi to become the fourth transit hub for Russian flights to Europe – Co-owner of Vnukovo airport », *Jam-News*, 14 juillet 2023, disponible sur : <https://jam-news.net>.

28. Comme le montrent les révélations récentes concernant Otar Partskhaladzé, un ancien procureur général de la Géorgie entretenant des liens personnels avec la famille de B. Ivanichvili. Le 14 septembre dernier, O. Partskhaladzé était placé sous sanctions par les États-Unis en compagnie d'un officier du renseignement russe, Alexander Onichchenko, pour avoir aidé la Russie à exercer une « influence néfaste » sur la Géorgie (cf. « US Sanctions Ivanishvili Crony for Channeling Russia's Influence », *Civil.ge*, 14 septembre 2023, disponible sur : <https://civil.ge>). Dans ce cadre, l'agent du FSB aurait obtenu un passeport russe pour son associé géorgien. Suite à ces révélations, l'équipe au pouvoir en Géorgie s'est pleinement mobilisée pour défendre O. Partskhaladzé.

Bidzina Ivanichvili : l'homme qui joue selon les règles du Kremlin

Moscou peut espérer une victoire politique en Géorgie, parce qu'il y dispose d'un relais extrêmement puissant dont les actions sont compatibles avec ses intérêts, voire les servent directement. L'oligarque Bidzina Ivanichvili, né en 1956 dans le village de Tchorvila au nord de la Géorgie, a accumulé en Russie l'essentiel de sa fortune, estimée à 4,6 milliards d'euros²⁹. Le cœur de son empire était la banque Rossiskiy Kredit, mais son portefeuille s'est diversifié au fil des ans (pharmacie, agro-alimentaire, immobilier ou encore énergie, le milliardaire ayant détenu pendant quelques années 1 % des parts du géant gazier public russe Gazprom³⁰).

Bidzina Ivanichvili, bien que très peu connu, y compris dans l'ex-URSS, n'est pas qu'un milliardaire parmi d'autres en Russie : il a été membre de la *semirbankirtchina* (les « sept banquiers »). Ce terme désigne le groupe d'une dizaine d'hommes d'affaires, réunis sous la houlette de Boris Berezovski, qui a grandement contribué à la réélection de Boris Eltsine en 1996 en échange d'une mainmise sur des pans entiers de l'économie russe. Il s'agit du moment fondateur de l'oligarchie, qui influencera profondément la politique russe jusqu'en 2003.

À la fin de l'année 2011, Bidzina Ivanichvili a décidé de se lancer en politique dans son pays natal, d'abord pour faire perdre les élections au président d'alors Mikheïl Saakachvili : « Le monopole total du président Saakachvili sur le pouvoir (...) a motivé ma décision de créer un parti politique et de me présenter aux élections législatives de 2012 », expliquait-il le 7 octobre 2011 dans une « déclaration écrite ». S'il s'engage alors à ne pas rester plus d'un an aux commandes de la Géorgie et tient effectivement cette promesse (il est Premier ministre d'octobre 2012 à novembre 2013), l'oligarque règne de façon informelle sur le pays depuis dix ans.

29. Selon le magazine *Forbes*, www.forbes.com

30. Selon un consultant russe de l'énergie, requérant l'anonymat, « détenir 1 % d'une entreprise aussi stratégique, notamment pour le régime de M. Poutine, n'est non seulement possible qu'avec la volonté du Kremlin mais témoigne d'une grande proximité d'intérêts ».

Jusqu'en 2012, une partie de sa fortune était encore « russe ». Il s'en est séparée avant d'entrer en fonction, au printemps 2012, formellement du moins. Certaines enquêtes journalistiques de l'époque tendent à montrer que ces avoirs ont probablement été transférés à des personnes de son entourage et que l'on peut avoir un doute sur la réalité de sa « sortie » de l'économie russe³¹.

Le fait qu'une partie de sa fortune soit probablement toujours en Russie pourrait constituer l'un des facteurs de dépendance de Bidzina Ivanichvili vis-à-vis de Moscou. Surtout, une analyse du fonctionnement des rapports entre la Russie de Vladimir Poutine et les oligarques russes ou ayant fait fortune en Russie, montre qu'aucun oligarque n'a véritablement pu s'affranchir de l'influence du Kremlin sur ses affaires. Même ceux qui semblent les plus désireux d'internationaliser leurs actifs pour les protéger, comme Roman Abramovitch, Mikhaïl Fridman ou Viktor Vekselberg, demeurent manifestement « tenus » par le Kremlin. C'est aussi vrai des oligarques non-russes ayant construit leur empire financier en tout ou partie grâce à la Russie, comme les Ukrainiens Rinat Akhmetov et Дмитро Фірташ. Il est donc peu probable que Bidzina Ivanichvili échappe à ce « phénomène ».

Boris Berezovski, « père-fondateur » de l'oligarchie russe, expliquait ainsi à l'occasion d'une visite à Tbilissi en 2012 qu'Ivanichvili jouait toujours « selon les règles établies par le gouvernement russe »³² et ajoutait « qu'il n'y a pas d'hommes d'affaires en Russie qui soient épargnés par les problèmes avec le gouvernement et, en même temps, ne soient pas des partisans et porteurs de sa politique ». Or, il est frappant de constater qu'en onze ans de règne sur la politique géorgienne, Bidzina Ivanichvili n'a par exemple jamais été critiqué par les officiels russes ou dans les médias stipendiés par le Kremlin³³.

Bidzina Ivanichvili n'est pas une « marionnette » du Kremlin, dans la mesure où, selon nos sources³⁴, il a pris de lui-même l'initiative de s'impliquer dans la politique géorgienne en 2011.

31. Enquêtes publiées sur la page Facebook du journaliste d'investigation Vladimir Ivanidzé, aujourd'hui non-disponibles mais conservées par l'auteur de cette note. Par ailleurs, l'ONG Transparency International Georgia a montré qu'Ivanichvili avait détenu, au moins jusqu'en 2019, une dizaine de sociétés en Russie, directement ou *via* des membres de son cercle familial. Voir : « Russian Businesses of Bidzina Ivanishvili and His Relatives », 27 avril 2022, disponible sur : <https://transparency.ge>.

32. « Boris Berezovsky: Ivanishvili plays according to the rules set by the Russian government » (interview), *Tabula*, 24 mai 2012, disponible sur : <https://tabula.ge>.

33. Argument dont la valeur nous a été confirmée par ailleurs par deux sources russes : une dans le milieu oligarchique et une dans celui des services de sécurité.

34. Sources politiques et sécuritaires autour du président Saakachvili consultées en 2012.

Néanmoins, sa qualité d'oligarque, comme souvent les milliardaires ayant fait fortune dans un pays au régime autoritaire ou dictatorial, fait nécessairement de lui un acteur géopolitique dépendant du pouvoir du pays auquel il doit son statut informel. Le Kremlin, en l'occurrence, conserve de puissants leviers contre le milliardaire géorgien « comme contre d'autres oligarques de l'ancien espace soviétique. Cela peut prendre la forme de menaces, comme la publication de *kompromaty* [informations compromettantes] contre lui et ses affaires, ou la possible atteinte à son intégrité physique ou à celle de ses proches. Cela peut aussi prendre la forme de mesures allant dans le sens de ses intérêts, en lui rendant des services dans le domaine des affaires », nous explique un consultant politique russe³⁵.

Moscou s'appuie sur d'autres acteurs politiques prorusses en Géorgie. Au premier rang figurent de nombreux hiérarques et l'Église orthodoxe nationale. En septembre 2021, près de 36 000 fichiers émanant du Service de Sécurité de la Géorgie (SSG) étaient rendus publics par un lanceur d'alerte, tous relatifs à la surveillance de la hiérarchie de l'Église géorgienne. Des milliers d'entre eux portaient sur les liens entre ces hiérarques et les services de sécurité russes³⁶. On y trouvait notamment des éléments tendant à confirmer que « le patriarche géorgien Ilia II avait nommé le métropolite Shio Mujiri au poste de *locum tenens*³⁷ en 2017 [faisant ainsi de lui son successeur présumé], en violation de la loi canonique et sous la pression de l'Église russe et de l'élite politique. » En second lieu, nous trouvons parmi les forces prorusses du pays un certain nombre de partis politiques (comme l'Alliance des patriotes) et de groupuscules se présentant comme ultra-conservateurs et traditionalistes (comme Alt-Info, manifestement protégé par le pouvoir géorgien).

Le régime qu'a établi Bidzina Ivanichvili ressemble à une quasi-autocratie d'un oligarque qui n'a aucune fonction officielle. Il a placé des personnes qui lui sont extrêmement loyales à la tête de toutes les institutions clés du pays, notamment le poste de Premier ministre, confié à son « homme à tout faire » en Géorgie, Irakli Garibachvili, ou par celui de ministre de l'Intérieur, remis à l'ancien chef de sa sécurité personnelle, Vakhtang Gomelaouri. En onze années de pouvoir, aucun des anciens membres du gouvernement ou de la haute administration ayant quitté son poste n'a eu d'existence politique propre. Certes, le Rêve géorgien reste de loin le parti le plus soutenu

35. Entretien par messagerie cryptée, janvier 2022.

36. « Alleged Security Files: Russian Ties of Georgian Clergy, Patriarchate », *Civile.ge*, 21 septembre 2021, disponible sur : <https://civil.ge>.

37. Selon les statuts de l'Église géorgienne, le *locum tenens* dirige temporairement cette dernière à la mort du patriarche et organise le processus d'élection d'un successeur.

du pays selon les sondages d'opinion. Néanmoins, sa popularité est en déclin : selon le sondage le plus récent, seuls 20 % des Géorgiens voteraient pour lui si des élections parlementaires devaient se tenir demain, contre 5 % pour le Mouvement National Uni créé par l'ancien président Mikheïl Saakachvili, 34 % qui ne voteraient pour aucun et 26 % disant ne pas savoir³⁸.

38. « NDI: Public attitudes in Georgia, March 2023 », mai 2023, disponible sur : <https://caucasusbarometer.org>.

Diviser l'opinion massivement pro-européenne

Si le gouvernement Ivanichvili s'est lancé début 2023 dans la tentative d'adoption de cette loi sur les « agents de l'étranger », c'est aussi, probablement, parce qu'il a cru que les outils du contrôle du pays mis en place depuis dix ans par l'oligarque avaient suffisamment affaibli les aspirations pro-occidentales des Géorgiens. Ce contrôle s'appuie sur plusieurs leviers, à commencer par une myriade de médias et de comptes de réseaux sociaux du pays qui dépeignent l'opposition et la société civile critique de l'action gouvernementale comme le « parti de la guerre » et reprennent l'idée infondée selon laquelle l'Occident voudrait ouvrir un « second front » en Géorgie. S'y ajoute le « clan des juges » qui assure au gouvernement une Justice aux ordres, tant pour affaiblir ses opposants (emprisonnement de l'ancien Président Mikheïl Saakachvili et du directeur de la principale chaîne de télévision d'opposition Nika Gvaramia, ouverture de procédures contre les médias critiques, « affaire des cartographes »³⁹, etc.), que pour protéger la politique du parti au pouvoir (absence de poursuites judiciaires contre des personnes ayant commis des violences tolérées, voire encouragées par le Rêve géorgien, traitement négligent des plaintes relatives au processus électoral, refus d'enquêter sur des soupçons de corruption, etc.). Par ailleurs, on observe des manœuvres contestables visant à affaiblir l'opposition politique, *via* des répressions politiques plus ou moins insidieuses contre l'opposition (qui témoignent d'une justice sélective et se traduit par un harcèlement pouvant démobiliser les partisans), dont le parti de l'ancien président Mikheïl Saakachvili, le Mouvement National Uni, a été un symbole. Les autorités disposent de leviers économiques puissants, de sorte qu'« à de rares exceptions, aucun homme d'affaires géorgien ne peut se permettre de par exemple faire

39. En 2020, deux cartographes travaillant pour le service de l'État ont été accusés d'avoir produit, à l'époque où M. Saakachvili et son parti étaient au pouvoir, de mauvaises cartes de la région frontalière avec l'Azerbaïdjan. Les dirigeants du « Rêve géorgien » ont dénoncé des actes qu'ils ont considérés comme trahissant les intérêts du pays, mais le fonctionnement de la Justice dans ce dossier a été questionné par de nombreux acteurs de la société civile.

de la publicité sur un média d'opposition », selon le patron d'une grande entreprise géorgienne. Enfin, un soutien à peine voilé est manifesté à des groupuscules présentés comme ultra-conservateurs et orthodoxes (comme le mouvement Alt-Info) qui critiquent les valeurs occidentales et recourent impunément à la violence contre les opposants au pouvoir.

En faisant écho à la propagande russe, dans le contenu comme dans la forme, la question LGBT est en permanence instrumentalisée en Géorgie depuis 2021. Elle est devenue un levier géopolitique. Pour compromettre les aspirations européennes de l'immense majorité des Géorgiens, le sujet de l'homosexualité a été instrumentalisé et opposé à un traditionalisme présenté comme intrinsèque à la société géorgienne. Le Rêve géorgien semble là s'inspirer de la Russie, ce qui lui permet (ainsi qu'à Moscou) de détourner les Géorgiens de leurs aspirations européennes, en associant insidieusement l'UE à la promotion de l'homosexualité, sans avoir à présenter leur politique comme prorusse : en effet, la question LGBT+ est probablement perçue par une majorité de la population comme purement sociétale et non géopolitique.

Après les manifestations du début mars 2023 contre le projet de loi sur les « agents de l'étranger » et à mesure que se rapproche la décision des Européens sur l'octroi ou non du statut de « candidat » à l'UE, le gouvernement multiplie les déclarations et gestes érigeant la question LGBT en enjeu de civilisation afin de vilipender les segments pro-occidentaux du pays. Cela s'accompagne par exemple d'un rapprochement avec la Hongrie de Viktor Orban. Les gouvernements hongrois et géorgien multiplient les rencontres à haut niveau en mettant en scène leur entente au sujet de prétendues valeurs « traditionnelles » qui seraient les leurs⁴⁰.

S'il n'en est pas à l'origine, Moscou a accompagné le gouvernement géorgien dans ce processus. Les gestes de rupture avec les partenaires occidentaux et de rapprochement avec la Russie sont salués par des dirigeants et personnalités russes, avec des promesses de bénéfices économiques. Le 10 mai 2023, Vladimir Poutine a ainsi signé deux décrets : l'un autorisant la reprise des vols directs entre la Russie et la Géorgie⁴¹ et l'autre abolissant le régime de visas pour

40. Voir par ex. les déclarations du Premier ministre géorgien, Irakli Garibachvili, le 4 mai 2023 à la « Conservative Political Action Conference (CPAC) » en Hongrie, dénonçant les forces qui « détruisent les valeurs familiales traditionnelles et en forçant les fausses libertés (...) couperont les peuples de leurs propres racines, de leur famille, de leurs traditions, culture et histoire », disponible sur : www.gov.ge.

41. Suspendus depuis juin 2019, suite à la crise entre Tbilissi et Moscou après le scandale suscité en Géorgie du fait qu'un député russe, Sergueï Gavriloïv, se soit assis sur le siège du

90 jours pour les Géorgiens souhaitant se rendre en Russie. En cette fin 2023, alors que le Conseil européen pourrait annoncer en décembre son refus d'octroyer à la Géorgie le statut de « candidat » à l'UE, l'afflux d'argent russe pendant la dernière saison touristique pourrait rendre l'opinion géorgienne plus encline à accepter la décision, du fait que l'été aura été économiquement profitable à de nombreux ménages.

Ce tournant géopolitique mis en œuvre par le Rêve géorgien suscite de nombreuses critiques dans la société géorgienne et dans l'opposition politique. Néanmoins, celle-ci sort très affaiblie d'une décennie de gouvernement « Ivanichvili ».

La voix de la présidente Salomé Zourabichvili s'est fait entendre contre cette politique. Depuis février 2022 et le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, l'ancienne diplomate française a affiché son soutien à Kiev et a dénoncé les prises de position du gouvernement géorgien, notamment au sujet du rapprochement avec Moscou. Cela a fortement déplu au pouvoir géorgien qui a initié une procédure de destitution contre la présidente pour violation de la Constitution⁴², après que celle-ci a entrepris, de sa propre initiative, en mai dernier, une tournée dans les capitales européennes pour plaider en faveur de l'octroi à son pays du statut de « pays candidat » à l'UE. Procédure qui a échoué le 18 octobre, seuls 86 députés ayant voté « pour » alors qu'il en fallait 100 pour destituer le président, mais qui a contribué à ternir un peu plus l'image de la Géorgie auprès des Européens.

Depuis un an et demi, Mme Zourabichvili a contribué à alerter le monde sur les risques impliqués par le tournant historique en cours dans son pays. Mais c'est une voix qui peine à porter. Premièrement, car le chef de l'État géorgien ne jouit que de peu de pouvoirs autres que protocolaires. Deuxièmement, ses positions passées l'affaiblissent beaucoup dans le pays : tout d'abord, elle doit son élection de 2018 au soutien direct de Bidzina Ivanichvili (alors que se multipliaient depuis longtemps les signes de sa dépendance à l'égard du Kremlin et que la gouvernance du Rêve géorgien apparaissait de moins en moins démocratique) ; ensuite, le second tour de la présidentielle a été marqué par un véritable « achat » du vote (ce qui affaiblit sa légitimité)⁴³ ; enfin, jusqu'en février 2022, elle a eu

président du parlement géorgien à l'occasion d'une session de l'Assemblée interparlementaire sur l'Orthodoxie.

42. Il lui est reproché d'avoir pris l'initiative de cette tournée en violation de l'article 52, paragraphe A, de la Constitution géorgienne.

43. En effet, voyant que Mme Zourabichvili allait perdre le scrutin, B. Ivanichvili a promis dans l'entre-deux tours le rachat de 600 000 prêts contractés par les Géorgiens (avec mise

tendance à faire porter la responsabilité du déclenchement de la guerre russo-géorgienne de 2008 sur l'ancien Président Mikheïl Saakachvili et beaucoup moins sur V. Poutine⁴⁴.

Nombreux sont les Géorgiens qui doutent de sa parole et de son indépendance vis-à-vis de Bidzina Ivanichvili, qu'elle ne prend jamais à partie et dont elle ne mentionne jamais le nom. Le président du Rêve géorgien Irakli Kobakhidzé a d'ailleurs récemment déclaré : « Nous avons des informations détaillées sur les raisons de son "changement de couleur", mais nous ne parlerons pas des détails, parce que Salomé Zourabichvili n'a pas encore franchi les lignes rouges »⁴⁵.

en œuvre quelques semaines après le second tour). Cela a suffi à inverser la tendance et à propulser Mme Zourabichvili à la présidence du pays.

44. Elle reproche notamment aux dirigeants géorgiens d'être tombés dans le piège tendu par la Russie et d'avoir provoqué Moscou. Voir : « Salome Zurabishvili's August War Remarks Draw Criticism from Political Parties », *Civil.ge*, 9 août 2028, disponible sur : <https://civil.ge/> ; S. Zourabichvili, *La Tragédie géorgienne*, Grasset, 2009.

45. « Politicians React to President's Annual Parliamentary Address », 31 mars 2023, *Civil.ge*, disponible sur : <https://civil.ge>.

Conclusion : scénarios pour un « second front » russe

En multipliant les déclarations et gestes provocateurs envers les partenaires occidentaux du pays, le gouvernement « Ivanichvili » risque d'obtenir que le Conseil européen refuse d'octroyer à la Géorgie le statut de pays « *candidat* » à l'UE à la fin de l'année 2023. Cela pourrait susciter la colère d'une partie de la société, très majoritairement désireuse de rejoindre l'UE. Le parti au pouvoir compte sur le fait qu'une partie des pro-européens actuels accepte de revenir dans le giron russe. Si nous disposons de peu d'études sociologiques sur ce que signifie être pro-occidental pour les Géorgiens, notre expérience et nos entretiens journalistiques en Géorgie nous permettent de dégager les conclusions suivantes :

- Une minorité voit dans l'Europe un espace politique respectueux des droits de l'homme et des valeurs libérales (c'est la frange la plus antirusse de la Géorgie, surtout des élites intellectuelles, de la société civile, de la presse) ;
- Une part importante considère le Vieux continent comme une promesse de richesse, de bien-être, d'ordre (grâce à l'Etat de droit, la Justice indépendante, etc.) ;
- Une autre part, probablement importante, y voit une terre chrétienne, dont la Géorgie fait partie. Un pourcentage possiblement significatif de celle-ci se représente l'Europe comme étant fondée sur des valeurs traditionnelles et conservatrices, plus ou moins contraires à celles de l'UE libérale. Ceux-ci sont potentiellement plus enclins à aussi accepter un certain rapprochement avec la Russie, perçue notamment comme une terre chrétienne orthodoxe.

Le Rêve géorgien et le gouvernement vont continuer à tenter d'affaiblir les franges pro-européennes de la société géorgienne et de « travailler » celles qui sont le plus susceptibles d'accepter un certain retour dans le giron russe, au moyen d'une communication axée autour des dangers de la « culture » libérale et surtout du risque de retour de la guerre avec l'ouverture d'un supposé « second front » au Caucase. Les arguments économiques étayant les avantages d'un rapprochement clair avec la Russie ont en outre déjà commencé à être mis en avant, de façon aiguë depuis mars dernier.

Si les opposants au retour dans le giron russe parvenaient à réunir suffisamment de monde dans la rue, a fortiori après un refus de l'octroi du statut de « pays candidat » à la fin de l'année 2023, la république caucasienne pourrait connaître de fortes tensions internes.

Ces tensions pourraient même inciter la Russie à vouloir intervenir pour soutenir le gouvernement « Ivanichvili » si celui-ci était menacé d'être renversé. Certes, Moscou manque de moyens, militaires notamment, du fait de ses difficultés considérables sur le front ukrainien. Une intervention militaire russe, comme elle l'a fait après l'échec du « moment Yanoukovitch » en Ukraine début 2014, paraît improbable. Mais elle dispose d'autres moyens pour déstabiliser le pays (« opération limitée » en appui de forces géorgiennes, soutien à des groupuscules locaux violents...). L'importance que Moscou accorde aujourd'hui à la Géorgie laisse penser qu'il ne resterait pas passif si la place de ceux qui mettent en œuvre la politique prorusse de Tbilissi aujourd'hui, à l'instigation de Bidzina Ivanichvili, venait à être menacée.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org